

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEDILOR**

Rue du Bois de Coulanges  
Malancourt la Montagne  
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE\_CEDILOR\_2026-03-20\_RAPVI-PFAS\_PB\_02689  
Code AIOT : 0006201477

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement CEDILOR implanté Rue du Bois de Coulanges Malancourt la Montagne 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2026 sur les PFAS dans les rejets aqueux. Cette action fait suite à l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par cet Arrêté Ministériel montrent la présence de PFAS et d'AOF dans les rejets aqueux d'un certain nombre de sites industriels. Dans la continuité des actions nationales 2024/2025, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire

les émissions de PFAS.

Le site de CEDILOR est concerné par l'action compte tenu des flux détectés pour le paramètre AOF majoritairement avec présence observée de PFAS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEDILOR
- Rue du Bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville
- Code AIOT : 0006201477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cédilor exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Prescriptions complémentaires	3 mois
6	Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Interdictions des PFAS C9-C14 et PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	substances PFAS	article 2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la réalisation des trois campagnes d'analyse prévues par l'arrêté ministériel (AM) du 20/06/2023, du Fluor Organique Adsorbable (AOF) a été détecté lors de plusieurs analyses au-delà du seuil de quantification, avec détection de composés perfluoroalkylés (PFAS).

Dans le cadre de l'identification des substances perfluoroalkylées (PFAS), l'exploitant a réalisé un diagnostic portant sur les produits utilisés, les déchets traités et les effluents rejetés par l'établissement. Il en ressort que les PFAS ne sont pas liés au procédé industriel mais sont intrinsèquement liés à la nature des déchets réceptionnés.

Pour répondre à cet enjeu, l'exploitant a mis en place dès 2023 et avant l'AM du 20/06/2023 une stratégie de maîtrise à la source et de traitement :

- Contrôle à l'acceptation : Une mention « PFAS » a été intégrée aux Fiches d'Identification des Déchets (FID). En cas de présence avérée, une analyse quantitative est exigée du producteur pour orienter le déchet vers la filière de traitement adéquate.
- Traitement : L'unité de Traitement Physico-Chimique Organique (PCO) a été équipée d'un système d'adsorption sur charbon actif afin de réduire la charge polluante en PFAS avant rejet.

La visite d'inspection du 06 mars 2026 visait à évaluer l'efficacité et la maintenance de ce dispositif, suite aux éléments transmis par l'exploitant en décembre 2024. Le suivi actuel repose sur des analyses bi-mensuelles en sortie d'unité PCO et semestrielles au point de rejet final. L'exploitant utilise également le Carbone Organique Total (COT) comme indicateur journalier de performance : le taux d'abattement du COT sert de paramètre pilote pour déclencher le renouvellement des charbons actifs. Toutefois, il a été observé que l'efficacité de l'abattement varie significativement selon la nature spécifique des molécules de PFAS présentes.

Afin d'affiner cette surveillance, un arrêté préfectoral complémentaire viendra encadrer le suivi des PFAS sur l'ensemble des points de contrôle (internes et final). Ce cadre réglementaire permettra de valider précisément le rendement du traitement sur charbon actif et de mesurer l'impact du second rejet interne.

Enfin, une incertitude subsiste concernant les PFAS utilisés dans les mousses incendie du site. L'exploitant doit transmettre sous forme de note un inventaire exhaustif des émulseurs stockés (références, quantités, état des stocks et analyses de composition). Cette note devra établir la conformité des produits au regard des règlements POP et REACH.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2026, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les campagnes de mesure demandées par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois de mars, mai et juin 2024. Il a été constaté que l'exploitant a bien déclaré les résultats sur l'outil GIDAF.</p> <p>A noter que les analyses ont été réalisées au niveau de trois points de rejet dont deux internes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejet en sortie de l'unité PCO (physico-chimique organique) ;</li> <li>- rejet en sortie de l'unité PCM (physico-chimique minérale) ;</li> <li>- rejet en sortie de station biologique, consistant au rejet vers le milieu naturel.</li> </ul> <p>La qualification actuelle des points internes en tant que points "aval" sur GIDAF entraîne une double comptabilisation des flux et doit être modifiée.</p> <p>Ainsi, en prenant en compte uniquement le point de rejet au milieu naturel, les analyses réalisées démontrent la présence de substances per et polyflyoroalkylées (PFAS) et de Fluor Organique Absorbable (AOF) dans des concentrations et flux variables:</p> <p><u>Flux AOF et PFAS lors des analyses pour le point de rejet au milieu naturel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne 03/2024 : Flux AOF à 5 g/j et Flux Somme des 20 PFAS à 9,8 mg/j ;</li> <li>• Campagne 05/2024 : Flux AOF à 153 g/j et Flux Somme des 20 PFAS à 740 mg/j ;</li> <li>• Campagne 06/2024 : Flux AOF à 36 g/j et Flux Somme des 20 PFAS à 713 mg/j.</li> </ul> <p>Ces résultats impliquant une moyenne en Flux AOF à 64 g/j et en Flux Somme des 20 PFAS à 487,6 mg/j.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise à jour des points de surveillance internes dans le cadre PFAS sur GIDAF en les identifiant comme flux amont. Cette modification vise à prévenir toute erreur d'interprétation et à exclure ces valeurs du bilan des rejets effectifs vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) <math>\leq 25 \mu\text{g/l}</math></p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur les différentes campagnes de mesures réalisées seule la troisième analyse a montré la présence d'Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) à <math>0,077 \mu\text{g/L}</math> soit une concentration mesurées inférieure à la valeur réglementaire de <math>25 \mu\text{g/L}</math>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser de substances PFAS dans le cadre de son procédé industriel, l'activité de traitement de déchets ne nécessitant pas l'emploi de composés de ce type.</p> <p>La présence de PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement provient des déchets traités. En effet, ces déchets peuvent être issus de différents secteurs industriels, tels que le textile, l'automobile ou la pharmacie, et prendre la forme de solides, lixiviats, de fluides ou d'autres types de liquides.</p> <p>Depuis 2024, le groupe a par ailleurs mis en place un dispositif de vérification de la présence éventuelle de PFAS dans les déchets reçus. Ainsi, une mention relative à la « présence de PFAS et</p>

à leur teneur (mg/kg ou mg/L) » a été ajoutée sur les fiches d'identification des déchets (FID). Il incombe au producteur du déchet de réaliser une analyse lorsque la présence de PFAS est susceptible d'être avérée.

En fonction de cela, l'établissement se réserve la possibilité de refuser le déchet. Ces informations permettent également d'orienter la filière de traitement la plus adaptée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : 6. Mesures de suppression/réduction

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

##### **Prescription contrôlée :**

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

##### **Constats :**

Suite à l'envoi d'un courrier de la part de l'Inspection des installations classées en décembre 2024 relatif aux PFAS et la mise en œuvre d'un plan d'action destiné à réduire, voire supprimer, les rejets de PFAS, l'exploitant a transmis une réponse en décembre 2024.

Courrier 2024 : présentation du traitement mis en place au sein de l'établissement consistant en l'adsorption sur charbons actifs. Le courrier comportait également un graphique illustrant l'efficacité de ce dispositif, en présentant le taux d'abattement des PFAS observé lors de l'utilisation de ce système de traitement.

##### Visite du 05/03/2026 :

L'exploitant a présenté le système de traitement par charbons actifs mis en place au niveau de l'unité PCO.

*Fonctionnement :* utilisation de deux filtres à charbon actif disposés en série : le rejet est d'abord dirigé vers le premier filtre, puis vers le second et le filtrage se fait gravitairement.

*Maintenance :* Le remplacement des charbons actifs est réalisé sur la base du suivi du taux d'abattement du COT. Lorsque ce taux d'abattement devient inférieur à 50 %, le charbon actif est remplacé. Lors de cette opération, une permutation est effectuée : le second filtre à charbon actif devient le premier de la série, tandis qu'un nouveau charbon est installé en seconde position. Le changement s'opère généralement entre 6 semaines et 8 semaines.

*Surveillance des rejets PFAS :* surveillance des PFAS à deux niveaux :

- au niveau du système de traitement, des analyses bi-mensuelle sont réalisées à plusieurs points du dispositif afin de suivre son efficacité : en amont du système, entre les deux filtres à charbon actif, puis en sortie du second filtre afin de permettre une mesure du taux d'abattement des PFAS et du COT. Cette surveillance repose sur la réalisation de prélèvements moyens mensuels ;

- au niveau du point de rejet au milieu naturel, la surveillance des PFAS est réalisée sur une base semestrielle, au moyen d'un prélèvement réalisé sur 24 heures.  
Cette fréquence et cette modalité de prélèvement apparaissent insuffisantes.

*Observations* : L'efficacité du traitement par charbons actifs apparaît variable selon les composés PFAS considérés (en accord avec la littérature). À titre d'exemple lors d'une analyse réalisée le 17 octobre 2025, les taux d'abattelements étaient respectivement de 72,9% pour le PFBA et 96,9% pour le PFPeA, illustrant la variabilité de l'efficacité du dispositif de traitement selon la nature des PFAS présents.

*Gestion des déchets* : Concernant la gestion des filtres, il a été indiqué qu'après remplacement, ceux-ci sont repris par le fournisseur afin d'être détruit par incinération.

A noter que ce système de traitement n'a pas fait office d'un portée à connaissance du préfet et doit être réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que toute modification apportée aux activités, installations doit être portée à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article 181-46.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, seuls quelques bulletins d'analyse ont pu être consultés, en conséquence, l'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection l'intégralité des résultats analytiques réalisés depuis la mise en service du dispositif de traitement afin d'en évaluer la performance sur le long terme.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 1 mois

**N° 5 : 7. Mesures de surveillance**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s)** : Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

**Constats :**

Suite à la mise en place du traitement par charbons actifs, l'exploitant a mis en œuvre une



<p>surveillance à différents niveaux pour les PFAS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prélèvements moyens mensuels réalisés à une fréquence bi-mensuelle sur le système de traitement.</li> <li>- prélèvement sur 24h à une fréquence semestrielle sur le point de rejet au milieu naturel.</li> </ul> <p>A noter que ces surveillances ne prennent pas en considération le paramètre AOF. L'exploitant indique que l'absence de ce suivi découle des importantes interférences analytiques qui rendent les résultats inexploitable et leur interprétation incertaine.</p> <p>Par ailleurs, étant donné les différences de protocoles d'échantillonnage, toute corrélation est rendue impossible entre les deux points.</p> <p>Il convient de prendre par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pour fixer de nouvelles dispositions relatives à la surveillance des PFAS afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de fiabiliser les données, en doublant la mesure au milieu naturel par un suivi moyen mensuel tout en maintenant le prélèvement 24h pour le respect des obligations réglementaires ;</li> <li>- d'assurer un suivi harmonisé sur l'ensemble des points de contrôle : les points de rejets internes ainsi que le point de rejet final au milieu naturel. Cette approche permettra notamment de valider l'efficacité de la barrière de traitement sur charbon actif en sortie du premier point interne, tout en identifiant l'éventuelle contribution du second point de rejet interne qui, dépourvu de traitement, impacte directement le bilan final au milieu naturel.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.1 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. Article 4.1.b du règlement (UE) 2019/1021 [...]:</p> <p>Article 4.1.b du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants : b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I, partie A (partielle) du règlement (UE) 2019/1021 [...]</p> <p>[...] 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOS ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles [...]</p> <p>[...]</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse)</p>

et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. [...]

[...]

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; [...]

[...]

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. [...]

#### Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire exhaustif des émulseurs stockés sur site, ni les analyses précisant la teneur en composés PFAS. En l'absence de ces éléments techniques, il est impossible de statuer sur la conformité de l'établissement vis-à-vis des restrictions européennes en vigueur.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous forme de note structurée, la liste détaillée des émulseurs (noms commerciaux, quantités, état des stocks neufs ou fûts déjà percutes) accompagnée d'analyses certifiant leur composition chimique. Cette note devra explicitement positionner chaque produit par rapport aux seuils fixés par les règlements POP et REACH. En cas de présence de substances fluorées interdites ou en voie de l'être, l'exploitant devra joindre un plan de substitution avec échéancier incluant les volumes concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Interdictions des PFAS C9-C14 et PFHxA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 1.2. Ces dispositions sont applicables à la fabrication, à la mise sur le marché ou à l'utilisation de ces substances, telles qu'elles ou contenues dans des mélanges ou des articles, et à la mise sur le marché des mélanges

Entrée 68 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :

[...] 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...]

iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; [...]

Entrée 79 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :

[...] 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:

a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; [...]

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'inventaire exhaustif des émulseurs stockés sur site, ni les analyses précisant la teneur en composés PFAS. En l'absence de ces éléments techniques, il est impossible de statuer sur la conformité de l'établissement vis-à-vis des restrictions européennes en vigueur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Voir point précédent concernant la demande de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois